



Au Burkina Faso, les femmes redonnent vie à la terre et deviennent motrices de la transformation

Lilia BENZID

Lilia Benzid est responsable de la gestion et de la coordination de la Communication dans les projets et programmes et point focal genre à l'Observatoire du Sahara et du Sahel.

Elle participe à la Gestion des connaissances et à la communication par la rédaction et l'élaboration de supports d'information et de vulgarisation destinés à différents publics, mettant notamment en valeur le rôle de la femme en tant que gestionnaire des ressources naturelles. Elle assure la direction artistique des publications et réalise des films documentaires environnementaux. Elle détient le prix des arts et des lettres en photographie (2007 - Tunisie).



Roukiattou OUEDRAOGO

Roukiattou Ouedraogo est experte en Communication, plaidoyer et suivi des politiques publiques. Diplômée en sciences et techniques de l'information et de la communication de l'université de Ouagadougou au Burkina Faso, elle est chargée de communication et de plaidoyer au Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), au Burkina Faso. À ce titre, elle représente la société civile dans le comité d'orientation scientifique de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). Elle est également membre de l'Association Burkinabé des Journalistes et Communicateurs Agricoles (ABJCA).

lilia.benzid@oss.org.tn
roukiattou@gmail.com

« Les femmes ont un rôle essentiel à jouer dans tous les ODD, dont beaucoup de cibles reconnaissent spécifiquement l'égalité et l'autonomisation des femmes à la fois comme un objectif et comme une partie de la solution¹ ».

En milieu rural, les femmes sahéliennes font face à une grande précarité, et la majorité d'entre elles vivent de la générosité de l'environnement et de la production agricole. Elles subissent de plein fouet la réduction des surfaces exploitables, la raréfaction du bois de chauffe, le manque d'eau, les maigres récoltes et l'exode rural. Les impacts de la détérioration environnementale tendent à exacerber les inégalités économiques et sociales et les écarts de droit entre les hommes et les femmes. Les conventions de Rio s'accordent pour reconnaître leur rôle primordial en tant qu'actrices motrices capables de trouver des solutions pour protéger leur environnement. De plus en plus d'initiatives sont menées dans les pays du Sahel pour associer les femmes et les filles de manière plus durable et équitable dans la gestion des questions environnementales et la lutte contre la désertification. Ceci devrait contribuer à l'atteinte de l'Objectif de développement durable 5 qui porte exclusivement sur les questions de genre.

L'ONG Action pour la Promotion des Initiatives Locales² (APIL) travaille depuis plus de 20 ans à redonner vie à la terre, en restaurant la place de la femme dans la lutte contre la désertification et la gestion durable des terres au Centre-Nord du Burkina Faso, où déforestation et désertification y sont particulièrement graves en raison de la faible pluviosité. Cette région est marquée par de fortes inégalités et disparités de genre, et les femmes et jeunes filles n'ont pas un accès égal à celui des hommes aux intrants (propriété foncière, semences améliorées, équipements agricoles performants) et aux appuis destinés aux producteurs et aux productrices en vue d'augmenter la rentabilité de leurs exploitations. Une situation aggravée par une diminution des terres disponibles pour l'agriculture.

Élever les femmes au rang de parties prenantes conscientes et engagées

Depuis 2005, des actions ont été engagées pour impliquer les hommes, les leaders d'opinion, les sages et les jeunes avec les femmes dans la gestion des questions environnementales. Avec le projet Innovation et Mobilisation pour

1. <http://www.unwomen.org>
2. <http://www.apilaction.net/>



Crédit photo : Bamogo Saidou, ONG/APIIL

Une femme du village de Sidogo, nous présentant son lopin de terres qui lui a été donné par son mari pour sa production personnelle.

la Sécurité Alimentaire³, l'ONG cible 1000 personnes, dont 400 femmes, et vise à élever les femmes au rang de parties prenantes conscientes et engagées dans leur communauté pour une agriculture et des modes de vie respectueux de l'environnement.

Plaidoyer pour l'attribution de terres aux femmes

Bien que les dispositions de la Réorganisation Agricole et Foncière au Burkina Faso de 2009 ouvrent l'accès à la terre pour tous, le droit coutumier foncier exclut la femme dans de nombreuses localités. Mais dans les villages de Sidogo, Tanwoko et Ramiougou, la cause des femmes a été plaidée auprès des chefs coutumiers afin de leur accorder des terres pour leur permettre de contribuer à leur restauration et les rendre à nouveau productives. Des parcelles ont été mises à la disposition des femmes. Elles ont aussi été initiées au même titre que les hommes aux techniques de conservation des eaux et sols et bénéficient de formations. Bien que parfois très dénudées et dégradées, et ne pouvant apparemment pas garantir une production agricole conséquente, ces terres ont été transformées par les femmes en de véritables espaces de production à fort rendement.

Récupération des terres : un vrai engagement communautaire est né

Au regard du succès des femmes, les anciens, les hommes et les jeunes se mobilisent avec elles pour la restauration des terres. Organisées en groupements paysans féminins

3. IMSA (2015 - 2020) financé par l'œuvre Léger (Canada), intervient dans les régions du Plateau Central (province de l'Oubritenga) et du Centre Nord (province du Sanmatenga). Il cible 1000 productrices et producteurs répartis dans 5 communes (Ziniaré et Absouya dans l'Oubritenga et Pissila, Kaya et Boussouma dans le Sanmatenga) et 16 villages. Les bénéficiaires font partie de 16 Organisations Paysannes des 16 villages. Sur les 1000 bénéficiaires, 200 sont choisis chaque année parmi lesquels 120 hommes et 80 femmes.)

et mixtes, par quartiers, les communautés se sont concertées sur la nature et le calendrier des travaux de récupération à conduire. Des groupes de femmes ont travaillé en synergie avec les hommes à tour de rôle dans les champs collectifs et les champs individuels des femmes, des hommes et des jeunes, pour restaurer davantage de terres. Demi-lune, cordons pierreux et Zaï ont été construits, et au moins 175 hectares de terres ont été restaurés dans chaque village au cours des deux dernières années.

Vers une autonomisation des femmes

Au-delà des pratiques environnementales, les femmes ont bénéficié de formations ayant trait au développement personnel et ont été initiées au fonctionnement général des organisations, autant de thèmes qui leur permettent de renforcer leur participation à la prise de décision et au développement agro-environnemental. Ces actions ont été appuyées par des actions de sensibilisation, destinées aux hommes, liées à l'importance de la présence des femmes dans les instances décisionnelles des groupements et organisations paysannes, la distribution équitable des tâches au sein de la famille et au sein de ces instances. 🌻

C'est aux femmes de se battre pour améliorer les terres dégradées et peu productives. Si elles gagnent, leurs familles en profitent. Pendant la saison sèche, nous nous concertons avec les hommes et choisissons des temps de travail collectif de restauration des clairières car plus il y aura de terres, plus les femmes pourront en bénéficier.

Mariam Bamogo, Village de Tanwoko.



Crédit photo : Bamogo Saidou, ONG/APIIL

Les femmes du village de Sidogo confectionnant des demi-lunes dans un champ dans le village de Sidogo.